



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 24 mois à la société GRANULATS VICAT
pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires
et son installation de premier traitement
sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson**

**N° 2024-0267
AIOT 0006206174**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-609 du 08 août 2003 complété par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2006 et l'arrêté préfectoral n° 2013-0299 du 13 décembre 2013 autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson ;

Vu la demande en date du 05 août 2024 relative à la prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson déposée par la société GRANULATS VICAT ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2024_2092 du 25 juillet 2025 ;

Vu le projet d'arrêté de prolongation porté le 30 juillet 2025 à la connaissance du demandeur par courriel ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel en date du 1^{er} août 2025, indiquant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, portée par la société GRANULATS VICAT à la connaissance du

Préfet de Meurthe-et-Moselle par dossier en date du 05 août 2024 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

Considérant que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2002-609 du 08 août 2003 modifié autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, octroyée à la Société GRANULATS VICAT, dont le siège social se situe 4 rue Aristide Bergès – Les trois Vallons – 38080 L'ISLE D'ABEAU, par l'arrêté préfectoral n° 2002-609 du 08 août 2003 modifié **est prolongée jusqu'au 08 août 2027**.

Article 2 : Garanties financières

Le montant des garanties financières pour la période de prolongation de **493 278 ,89 €TTC** se substitue à ceux fixés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- TP01 (mai 2024) (base 2010) = 130,1
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA = 20,0 %

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 5 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société GRANULATS VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy, le **07 AOÛT 2025**

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN